

**VILLE DE QUIMPER
CONSEIL MUNICIPAL**

—————
Séance du 9 février 2017
Rapporteur :
Monsieur Georges-Philippe
FONTAINE

N° 1

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois,
à compter du : 15/02/2017
- la transmission au contrôle de légalité le : 14/02/2017
(accusé de réception du 14/02/2017)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

Budget primitif 2017

—————

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) a eu lieu le 8 décembre 2016.

Depuis le 1^{er} janvier, la communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale a succédé à la CA de Quimper Communauté et à la CC du Pays Glazik. Avec des conséquences directes et indirectes de la fusion et de la loi NOTRE, le périmètre d'intervention des surfaces financières consolidées des deux anciens Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) évolue quelque peu.

De même, au 1^{er} janvier 2017, la ville aura transféré la compétence d'action sociale d'intérêt communautaire relative à la coordination gérontologique, transféré les charges et les moyens relatifs à la gestion de la politique de la ville, totalement communautaire depuis 2014. Par ailleurs, la ville aura adhéré au service communautaire de la direction des services d'informations intégrées (informatique), Quimper Bretagne Occidentale portant l'ensemble des dépenses et des services relatifs à l'informatique et facturant la commune à hauteur de l'utilisation des services.

Le périmètre des compétences et des interventions évoluant, les masses budgétaires seront à apprécier selon cette nouvelle configuration.

La poursuite de la participation du secteur public local au redressement des comptes publics va également peser sur les équilibres budgétaires et les orientations présidant à l'élaboration du budget 2017 et si le budget est encadré par un principe d'annualité, c'est bien dans la durée que le contexte financier de réduction des concours de l'État influence les équilibres financiers de la commune. Aussi, il faut placer l'exercice 2017 dans le cadre d'un équilibre financier qui se construit et se préserve dans la durée.

Le budget de la ville de Quimper est composé du budget principal et de quatre budgets annexes (Zones d'activités, Zones d'habitat, Locations et camping municipal, Parkings en ouvrage).

La présente note s'appuie sur les dépenses et recettes réelles. Les mouvements d'ordre ne seront repris qu'en synthèse.

I. Périmètre des dépenses réelles nettes tous budgets

Dépenses réelles nettes		2014	2015	2016	2017	Variation
principal	Dépenses réelles fonctionnement	65 649 643 €	65 573 395 €	65 452 632 €	63 771 706 €	-1 680 926 €
	Dépenses réelles investissement	33 984 050 €	27 264 677 €	24 637 907 €	15 952 800 €	-8 685 107 €
	Dette	5 002 000 €	5 002 000 €	6 002 000 €	6 000 000 €	-2 000 €
	Total	104 635 693 €	97 840 072 €	96 092 539 €	85 724 506 €	-10 368 033 €
Zone d'activités	Dépenses réelles fonctionnement		2 000 €	0 €	0 €	0 €
	Dépenses réelles investissement					0 €
	Dette					0 €
	Total	0 €	2 000 €	0 €	0 €	0 €
Zones d'habitat	Dépenses réelles fonctionnement					0 €
	Dépenses réelles investissement	419 500 €	2 817 000 €	2 742 000 €	1 466 000 €	-1 276 000 €
	Dette					0 €
	Total	419 500 €	2 817 000 €	2 742 000 €	1 466 000 €	-1 276 000 €
Locations et camping municipal	Dépenses réelles fonctionnement	459 313 €	343 360 €	255 660 €	473 853 €	218 193 €
	Dépenses réelles investissement	291 200 €	241 500 €	312 846 €	250 000 €	-62 846 €
	Dette					0 €
	Total	750 513 €	584 860 €	568 506 €	723 853 €	155 347 €
Parkings en ouvrage	Dépenses réelles fonctionnement	675 000 €	826 686 €	886 000 €	701 000 €	-185 000 €
	Dépenses réelles investissement	103 000 €	103 000 €	142 000 €	167 000 €	25 000 €
	Dette					0 €
	Total	778 000 €	929 686 €	1 028 000 €	868 000 €	-160 000 €
Total	Dépenses réelles fonctionnement	66 783 956 €	66 745 441 €	66 594 292 €	64 946 559 €	-1 647 733 €
	Dépenses réelles investissement	34 797 750 €	30 426 177 €	27 834 753 €	17 835 800 €	-9 998 953 €
	Dette	5 002 000 €	5 002 000 €	6 002 000 €	6 000 000 €	-2 000 €
	Total des dépenses	106 583 706 €	102 173 618 €	100 431 045 €	88 782 359 €	-11 648 686 €

Le tableau ci-dessus reprend l'ensemble des dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordres) de l'ensemble des budgets (budget principal et les quatre budgets annexes).

Les retraitements liés à la transformation de la DSC en AC en 2016 et le passage des services informatiques sur support exclusivement communautaire, rendent complexes les comparaisons d'un budget à un autre, notamment en fonctionnement. Le détail des chapitres permettra de saisir les évolutions.

L'investissement présente une forte diminution, liée tant au creux du cycle d'investissement (les projets du mandat précédent sont achevés, les projets portés par l'actuelle majorité sont encore au stade des études préalables de programmation) qu'à la nécessité de ne pas obérer les capacités futures d'investissement en ne faisant porter le financement de l'investissement que sur le seul emprunt.

II. Budget principal

A. Balance générale

		2014	2015	2016	2017	2016/2017	2016/2017
1	Ressources de fonctionnement	72 368 955	71 589 544	71 072 019	68 733 989	- 2 338 030	-3,29%
2	Dépenses de fonctionnement hors charges financières	63 649 643	63 623 395	63 602 632	62 021 706	- 1 580 926	-2,49%
3	Capacité courante de financement (1-2)	8 719 312	7 966 149	7 469 387	6 712 283	- 757 104	-10,14%
4	Frais financiers	2 000 000	1 950 000	1 850 000	1 750 000	- 100 000	-5,41%
5	Epargne brute (3-4)	6 719 312	6 016 149	5 619 387	4 962 283	- 657 104	-11,69%
6	Remboursement capital dette	5 002 000	5 002 000	6 002 000	6 000 000	- 2 000	-0,03%
7	Epargne nette (5-6)	1 717 312	1 014 149	- 382 613	- 1 037 717	- 655 104	171,22%
8	subventions d'équipement versées	2 128 500	955 649	764 700	1 855 000	1 090 300	142,58%
9	Programme d'investissement	31 855 550	26 309 028	23 873 207	14 097 800	- 9 775 407	-40,95%
10	Charges d'investissement (8+9)	33 984 050	27 264 677	24 637 907	15 952 800	- 8 685 107	-35,25%
11	Recettes d'investissement	8 327 315	9 147 522	8 668 978	5 933 500	- 2 735 478	-31,55%
12	Total des financements propres (7+11)	10 044 627	10 161 671	8 286 365	4 895 783	- 3 390 582	-40,92%
13	Emprunt d'équilibre	23 939 423	17 103 006	16 351 542	11 057 017	- 5 294 525	-32,38%

La balance générale des opérations réelles du budget principal indique un repli des recettes, qui sera détaillé plus avant, qui masque plusieurs causes. La transformation de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) que versait Quimper Communauté en Attribution de Compensation (AC), dans le cadre de la fusion de Quimper Bretagne occidentale perturbe la lecture des évolutions. En 2016, la commune de Quimper percevait 4,67 M€ de DSC (en recettes) et versait 1,85 M€ d'AC (en dépenses). En dépenses de fonctionnement il y a donc 1,85 M€ de crédits en moins à ce titre et en recettes un différentiel entre la DSC antérieurement perçue et l'AC désormais attribuée à la commune de Quimper. Si la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est moindre que prévue il y a un an, elle n'en reste pas moins réelle (-700 K€).

Les flux financiers liés au passage de l'informatique sur support exclusivement communautaire font varier les masses budgétaires globales d'une part et entre chapitres d'autre part. Ainsi, une partie des investissements autrefois réalisée par la commune de Quimper sont désormais financés en fonctionnement par un versement à QBO, diminuant finalement l'épargne dégagée d'autant. Le transfert du CLIC et de la politique de la ville à QBO se traduit par une baisse des dépenses à due concurrence.

L'annuité de dette à rembourser progresse, du fait du cycle d'endettement des derniers exercices pour financer les grands investissements tels que le pôle Max Jacob, le pôle sportif de Creach Gwen. Cet endettement, auquel s'additionne la baisse d'épargne de gestion (-757 K€) conduit à prélever 655 K€ sur l'épargne nette qui est négative au stade du budget primitif.

Le montant des investissements inscrits au budget primitif de 2017 s'élève à un peu moins de 16 M€. Cette somme est la résultante d'un équilibre entre la nécessité de poursuivre une politique d'investissement sur le territoire et le besoin de préserver les marges de manœuvre financière de la commune. Par ailleurs, entre deux cycles d'investissements, un creux se construit « naturellement ».

Focus sur la mise en place de la direction communautaire des services informatiques et impact sur le niveau d'épargne

2016			
Dépenses		Recettes	
Charges générales	406 000		
Personnel* cout administration commune	800 000		
Brevets	296 000		
Total fonctionnement	1 502 000		
investissements	2 201 000	fonds de concours N-1	600 000
total dépenses net	3 103 000		

2017			
Dépenses		Recettes	
Charges générales	2 247 879		
Personnel* cout administration commune	-		
Brevets	-		
Total fonctionnement	2 247 879		
investissements	1 000 000		
total dépenses net	3 247 879		

Perte de 745 K€ d'épargne par le seul mécanisme mis en place

Focus sur les évolutions AC et DSC

2016			
dépenses		recettes	
AC	1 856 531	DSC	4 675 649
charge nette CLIC	114 756		
Charge nette Politique de la ville	288 857		
total	2 260 144		4 675 649
Total net			2 415 505

2017			
dépenses		recettes	
AC	-	DSC	2 422 647
charge nette CLIC	-		
Charge nette Politique de la ville	-		
total	-		2 422 647
Total net			2 422 647

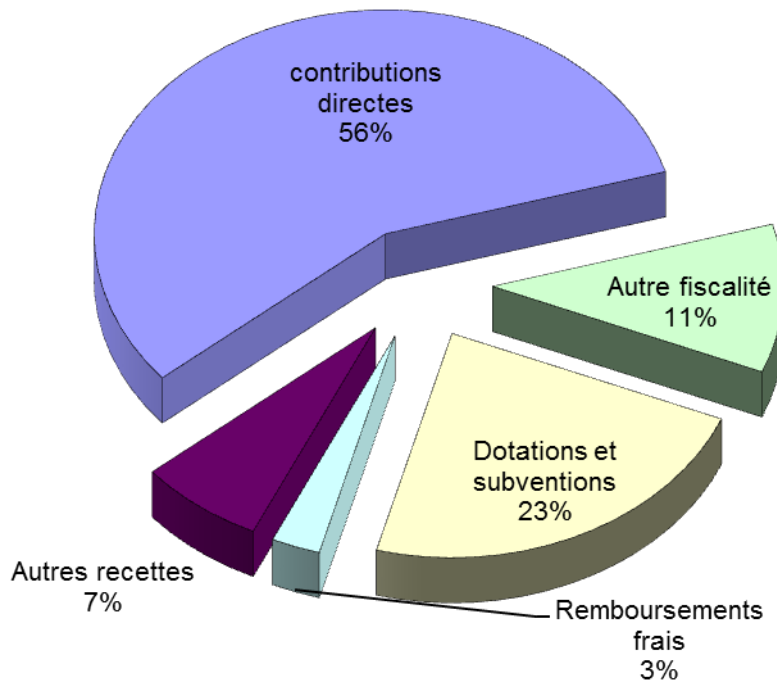
NB : L'écart de 7 142 € est une projection de rectificatif lors d'une future CLECT.

B. Le fonctionnement

La section de fonctionnement est largement impactée par la diminution des concours de l'État en recettes, la poursuite des effets péréquateurs des dotations et notamment FPIC (fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales). Les efforts de gestion en matière de dépenses permettent d'absorber une partie des effets de la hausse du point d'indice sur la masse salariale et de la réforme des « parcours professionnels, carrières et rémunérations des fonctionnaires » (PPCR).

1. Recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent 68 733 989 € réparties comme suit :



En dehors du phénomène lié à la transformation de la DSC en AC, la part de la fiscalité, qu'elle soit directe ou indirecte, progresse, au détriment de celle des dotations et subventions.

a. La fiscalité

	2015	2016	2017	variation
Fiscalité totale	46 825 014	47 476 141	46 285 647	-1 190 494 €
Dont contributions directes (TF et TH)	37 509 365	38 155 492	38 928 000	772 508 €
Dont Transfert EPCI	4 675 649	4 675 649	2 422 647	-2 253 002 €
AC			2 422 647	2 422 647 €
DSC	4 675 649	4 675 649	-	-4 675 649 €
Dont Autres taxes et impôts	4 640 000	4 645 000	4 935 000	290 000 €
<i>droit de place</i>	<i>220 000</i>	<i>225 000</i>	<i>250 000</i>	<i>25 000 €</i>
<i>droits de stationnement</i>	<i>1 200 000</i>	<i>1 200 000</i>	<i>1 250 000</i>	<i>50 000 €</i>
<i>taxe sur l'électricité</i>	<i>1 200 000</i>	<i>1 200 000</i>	<i>1 200 000</i>	<i>0 €</i>
<i>taxe sur la publicité</i>	<i>720 000</i>	<i>720 000</i>	<i>785 000</i>	<i>65 000 €</i>
<i>Taxe funéraire</i>			<i>50 000</i>	<i>50 000 €</i>
<i>droit de mutation</i>	<i>1 300 000</i>	<i>1 300 000</i>	<i>1 400 000</i>	<i>100 000 €</i>

Le chapitre de la fiscalité est en repli de 1,20 M€ pour une somme totale de 46,285 M€ (67 % des recettes de fonctionnement contre 71 % l'année précédente).

La transformation de la Dotation de Solidarité Communautaire que versait Quimper Communauté en Attribution de Compensation, dans le cadre de la fusion de Quimper Bretagne occidentale perturbe la lecture des évolutions. En 2016, la commune de Quimper percevait 4,67 M€ de DSC (en recettes) et versait 1,85 M€ d'AC (en dépenses). Fin 2016, la commune a transféré la gestion du CLIC à la communauté d'agglomération ainsi que les charges et les moyens liés à la politique de la ville (403 K€ de charges transférées). Au final, en 2017, la commune ne verse plus d'AC (en dépenses), ne perçoit plus de DSC et reçoit une attribution de 2,42 M€ (en recettes).

Les contributions directes progressent tout comme les autres produits fiscaux de 1,06 M€ au total.

Les contributions directes (+772 K€) :

Le produit attendu des Taxes foncières (bâties et non bâties) et de la taxe d'habitation s'élève à 38,92 M€ en progression de 772 K€ par rapport au budget primitif, intégrant un recalage par rapport aux notifications définitives des produits 2016, de l'actualisation loi de finances qui compte pour 0,4 % et d'une variation physique des bases pour un peu plus de 0,5 %.

Pour 2017, il est proposé de maintenir les taux de TH, TFPNB, et la TFPB au niveau qui est le leur depuis 2014 :

Taxe d'habitation	20,01 %
Foncier bâti	21,23 %
Foncier non-bâti	64,88 %

Les transferts de l'EPCI :

En 2017 il n'y a plus de dotation de solidarité communautaire versée.

Une attribution de compensation en recettes réapparaît pour un montant de 2,42 M€.

Les autres produits fiscaux (+290 K€) :

La somme des autres produits fiscaux s'établit à 4,93 M€ contre 4,645 M€ en 2016.

La bonne tenue des droits de mutation conduit à réévaluer l'inscription à 1,4 M€ (+100 K€), les droits de stationnement sont stables à 1,2 M€. Les droits de place passent à 250 K€, la taxe communale de consommation finale sur l'électricité est stable à 1,2 M€. La taxe locale sur la publicité extérieure est inscrite pour 785 K€. Enfin, la taxe sur les crémations est inscrite pour 50 K€.

b. Les dotations et subventions

Budget général (opérations réelles)	2 014	2 015	2 016	2 017	Variation
Dotations et subventions	19 545 771	18 073 463	16 733 761	15 772 484	-961 277 €
Dotations	12 952 016	11 559 236	10 145 016	9 354 098	-790 918 €
<i>DGF</i>	<i>11 946 000</i>	<i>10 553 220</i>	<i>9 139 000</i>	<i>8 348 082</i>	<i>-790 918 €</i>
<i>DSU</i>	<i>1 006 016</i>	<i>1 006 016</i>	<i>1 006 016</i>	<i>1 006 016</i>	<i>0 €</i>
DNP	734 000	881 026	866 000	866 244	244 €
Autres dotations	570 000	570 000	570 000	570 000	0 €
compensations fiscales	1 737 000	1 574 805	1 513 530	1 204 000	-309 530 €
Subventions et autres	3 552 755	3 488 396	3 639 215	3 778 142	138 927 €

Les dotations, et plus particulièrement la DGF, diminuent, à la fois soumises au prélèvement « redressement des comptes publics » et au financement de la péréquation verticale.

Les compensations fiscales diminuent elles-aussi. La perte cumulée pour la commune s'élève à 1,1 M€.

La ligne des subventions augmente à la marge par le réajustement de certains contrats.

Au final, ce chapitre diminue de 0,96 M€

c. Les produits des services et autres recettes

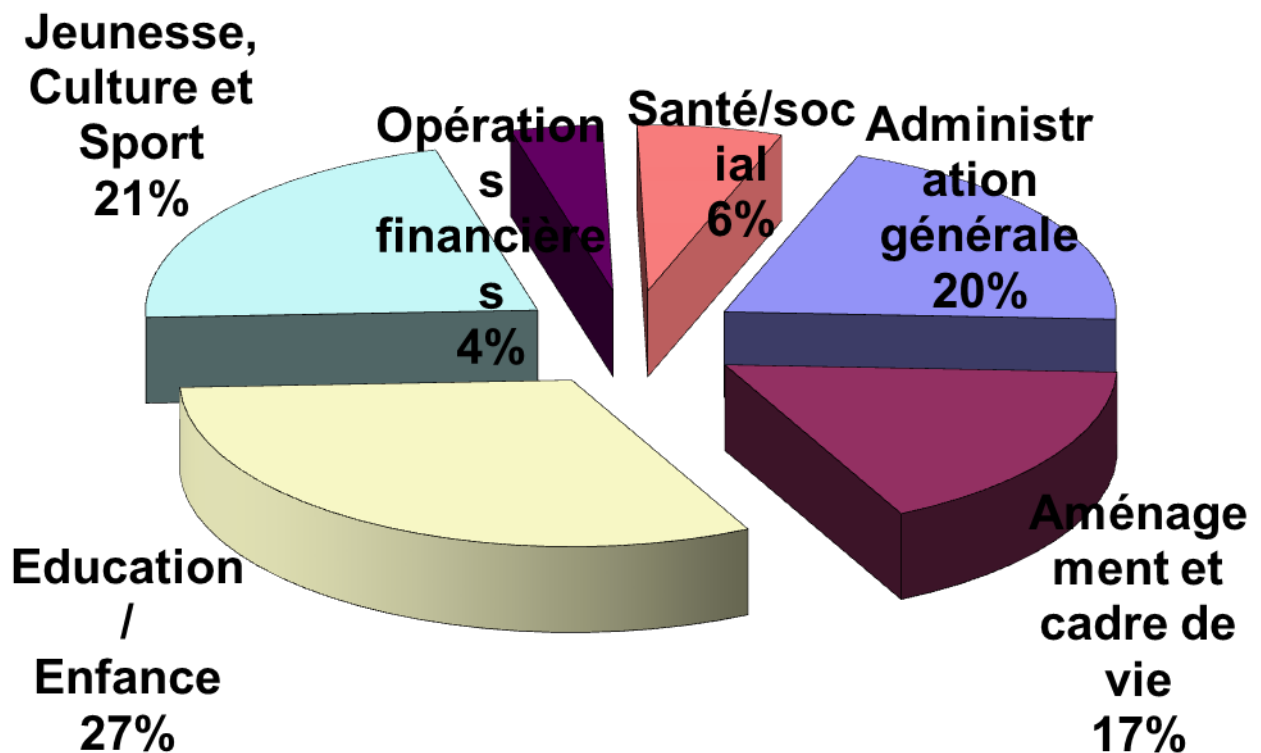
Budget général (opérations réelles)	2 014	2 015	2 016	2 017	Variation
Remboursements frais	2 281 645	2 052 587	1 958 989	1 866 957	-92 032 €
Autres recettes	4 833 128	4 638 480	4 903 128	4 808 901	-94 227 €
<i>participations usagers services enfance/petite enfance</i>	2 447 500	2 434 000	2 514 000	2 514 000	0 €
<i>participations usagers services culturels et sportifs</i>	315 000	302 533	310 333	249 300	-61 033 €
<i>Concessions et redevances occupations</i>	743 678	675 014	650 527	678 316	27 789 €
<i>dont atténuations de charges</i>	513 211	443 575	559 920	576 060	16 140 €

Les remboursements de frais diminuent légèrement.

Les autres recettes, dont les participations des usagers, sont en très léger repli pour tenir compte des produits réellement constatés ces dernières années.

2. Dépenses de fonctionnement

Par fonction



Parmi les grands axes du budget sur ces politiques en fonctionnement, on peut citer pour l'exercice 2017 :

- La sanctuarisation des crédits liés aux politiques de solidarité ;
- Le maintien des conditions d'avancement du personnel municipal et la stabilisation de la masse salariale ;
- Les effets exogènes de la revalorisation du point d'indice et de la « PPCR » ;
- Les efforts de gestion pour contenir les dépenses de fonctionnement tant sur la masse salariale que les travaux menés en matière d'achat public.

Par nature comptable

Budget général (opérations réelles)	BP 2014	BP 2015	BP 2016	2017	Variation	
Charges générales	16 790 889	15 573 565	15 546 283	16 816 436	1 270 153 €	8,17%
Personnel	31 195 412	31 491 016	31 480 583	31 422 565	-58 018 €	-0,18%
Subvention	14 270 933	14 060 783	13 982 735	13 192 205	-790 530 €	-5,65%
sous total dépenses de gestion courante	62 257 234	61 125 364	61 009 601	61 431 206	421 605 €	0,69%
charges financières	2 000 000	1 950 000	1 850 000	1 750 000	-100 000 €	-5,41%
charges exceptionnelles	315 550	295 000	382 000	256 000	-126 000 €	-32,98%
Reversements (dont AC et FPIC)	916 859	2 063 031	2 071 031	214 500	-1 856 531 €	-89,64%
autres	160 000	140 000	140 000	120 000	-20 000 €	-14,29%
S/total Autres dépenses de fonctionnement	3 392 409	4 448 031	4 443 031	2 340 500	-2 102 531 €	-47,32%
Total	65 649 643	65 573 395	65 452 632	63 771 706	-1 680 926 €	-2,57%

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 1,68 M€, dont une baisse de 1,85 M€ sur les dépenses de reversement liés à la suppression de l'AC versée à Quimper Bretagne Occidentale.

Les dépenses de gestion courante progressent de 421 K€, augmentation portée par les effets exogènes sur la masse salariale et les effets de la mise en place du service informatique communautaire, augmentation limitée par les économies de gestion réalisées sur le budget.

a. Charges Générales :

Ce chapitre progresse de 1,27 M€. Il inclue 1,841 M€ de dépenses supplémentaires informatique par rapport à 2016, concentrant les crédits à verser à l'EPCI dans le cadre du service commun. Les économies à périmètre constant sont quant à elles de 740 K€. Parmi les variations les plus importantes de ce chapitre, on peut noter :

Budget général - charges générales	BP 2016	BP 2017	Variation	
Combustibles et carburants (groupement commande)	505 000	424 000	-81 000 €	
6032 - variation de stock	328 320	337 960	9 640 €	
achat de prestation de services	2 759 000	2 791 700	32 700 €	
contrat de prestations de services avec entreprises	172 676	164 600	-8 076 €	
Frais de télécommunications	397 505	103 700	-293 805 €	Dont informatique
Locations immobilières	772 185	829 318	57 133 €	
Locations mobilières	354 800	295 600	-59 200 €	
Charges locatives	124 618	112 190	-12 428 €	
Entretien terrains	480 758	423 258	-57 500 €	
Entretien bâtiments	456 646	472 350	15 704 €	
Primes d'Assurances	447 790	432 000	-15 790 €	
Taxes foncières	175 750	146 000	-29 750 €	
Frais de gardiennage	19 000	94 000	75 000 €	
Service informatique communautaire		2 247 879	2 247 879 €	informatique
Études et recherche	160 000	32 000	-128 000 €	Dont informatique
Maintenance	433 900	298 165	-135 735 €	Dont informatique
énergie électricité	1 870 840	1 799 800	-71 040 €	
			0 €	
total	9 458 788	11 004 520	1 545 732 €	

b - Personnel

	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016/2017
Charges brutes (012)	31 195 412	31 491 016	31 480 583	31 422 565	-58 018
<i>dont 100 % VQ hors élections</i>	<i>29 199 403</i>	<i>29 281 831</i>	<i>29 644 307</i>	<i>30 031 065</i>	<i>386 758</i>
<i>dont élections</i>	<i>75 000</i>	<i>150 000</i>		<i>150 000</i>	<i>150 000</i>
<i>dont complément Administration Commune</i>	<i>1 921 009</i>	<i>2 059 185</i>	<i>1 836 276</i>	<i>1 241 500</i>	<i>-594 776</i>
Réintroduction AC administration commune	8 604 000	8 604 000	8 604 000	8 604 000	-
Total	39 799 412	40 095 016	40 084 583	40 026 565	-58 018

Le chapitre de la masse salariale est en diminution de 58 018 €. Plusieurs éléments entrent dans ce résultat.

Sur la part d'administration commune, de 2016 à 2017, les crédits de personnel des services informatiques au titre de l'administration commune ont été enlevés (désormais « facturés » dans le coût global des services informatiques utilisés par la commune de Quimper) pour un peu plus de 600 K€. Les effets d'évolution point d'indices, PPCR et GVT sur cette assiette de l'administration commune comptent pour leur part pour un peu moins de 400 K€. Le cout administration commune passe ainsi de 2016 à 2017 de 10 M€ à 9,7M€.

Sur la masse salariale hors administration commune (30,27 M€, + 386 K€ hors élections), les crédits de personnel liés à la politique de la ville ont été enlevés (-132 K€) par rapport à 2016. La revalorisation de 0,6 % de la valeur du point d'indice en juillet 2016 est à l'œuvre en année pleine sur 2017, tandis qu'une nouvelle revalorisation de 0,6 % intervient en février 2017 (+ 240 K€ en tout).

La réforme « PPCR » (+ 200 K€) ainsi que le Glissement Vieillesse Technicité (évolution des carrières et avancement pour + 278 K€).

150 K€ sont inscrits au titre de la tenue des bureaux de vote pour les élections présidentielles et législatives.

Les efforts de réorganisation des services et de gestion des effectifs ont néanmoins permis de limiter les augmentations sur ce chapitre.

Par ailleurs, la direction des ressources humaines poursuit ses actions d'accompagnement des agents dans la progression de leur carrière (et notamment mobilité) et ses actions de formation (risques psycho-sociaux, encadrement intermédiaire...).

c- Subventions :

Chapitre 65 dont subventions	BP 2015	BP 2016	BP 2017	variation	
Redevances pour brevets, licences...	275 000	296 000	-	-296 000 €	informatique
Indemnités et charges élus	517 000	507 000	500 000	-7 000 €	
Admission en non-valeur	30 000	30 000	30 000	0 €	
Subv. CCAS*	3 153 100	3 101 869	2 914 725	-187 144 €	Transfert CLIC et création CIAS QBO
Subv. Caisse des écoles	374 252	329 600	374 600	45 000 €	
Autres subventions	9 711 431	9 718 266	9 372 880	-345 386 €	
				0 €	
				0 €	
total	14 060 783	13 982 735	13 192 205	-790 530 €	

* La subvention du CCAS a fait l'objet d'un « repérimétrage ». Les crédits sont constants toutes choses égales par ailleurs.

Si la baisse est de 790 K€ sur ce chapitre, 296 K€ sont des crédits auparavant dévolus aux services informatiques et transférés à la communauté d'agglomération dans le cadre du service communautaire (et font l'objet d'une facturation réglée en chapitre 011).

La subvention au CCAS diminue de 187 K€, la commune finançant désormais au travers de son attribution de compensation les services transférés à l'intercommunalité sociale comme le CLIC.

Les autres subventions connaissent une baisse de 345 K€.

d- Charges exceptionnelles :

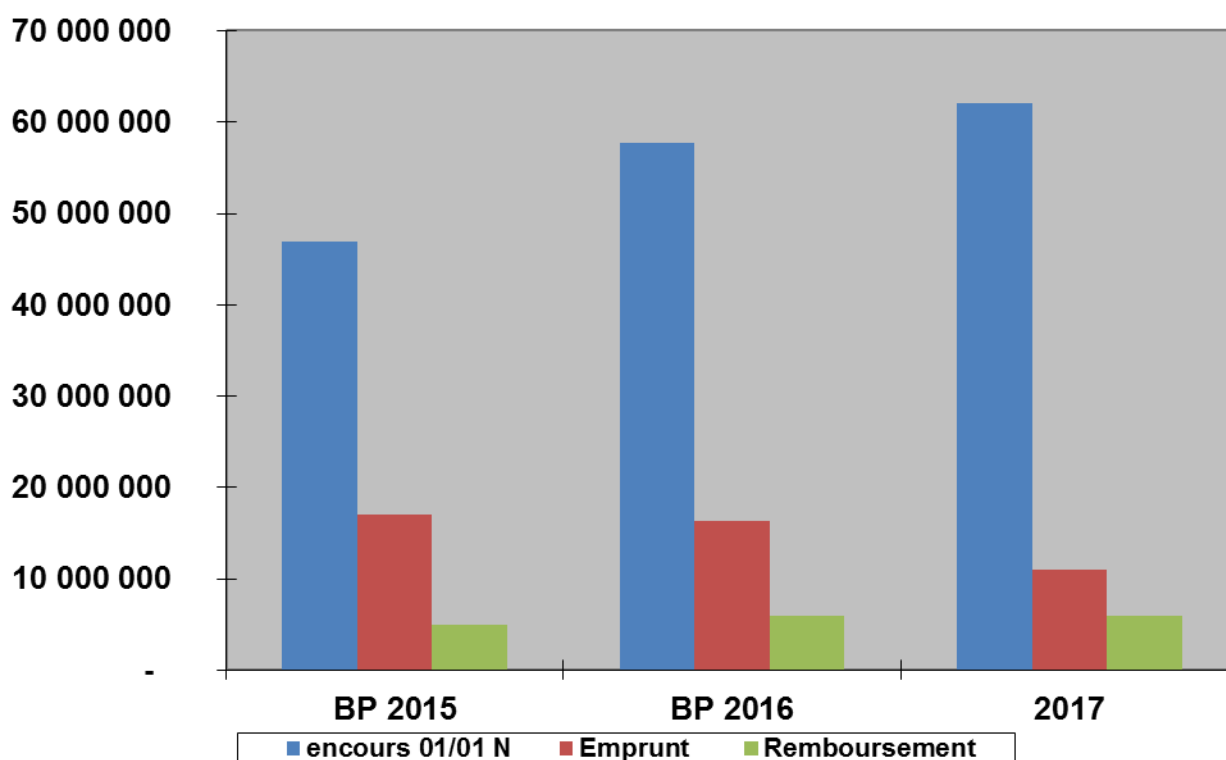
Ce chapitre porte plus particulièrement sur des crédits d'annulation de titres des années antérieures et des charges exceptionnelles liées à des opérations d'assurances. Son montant est fixé à 256 K€ pour le budget 2016.

e- Reversements

Ce chapitre intègre les crédits nécessaires au versement de la contribution au FPIC. Elle est prévue stable pour l'exercice 2017, à 213 K€. Néanmoins, il conviendra d'être attentif aux effets de la nouvelle carte intercommunale nationale sur le montant de la contribution au FPIC du territoire de Quimper Bretagne Occidentale.

Enfin le chapitre des dépenses imprévues est provisionné pour 120 K€.

C. Remboursement du capital et des intérêts de la dette et autofinancement



	2015	2016	2017	Variation 2016/2017
Epargne de Gestion (marge brute)	7 966 149	7 469 387	6 712 283	-757 104 €
Epargne brute	6 016 149	5 619 387	4 962 283	-657 104 €
Epargne nette	1 014 149	- 382 613	- 1 037 717	-655 104 €

L'épargne de gestion diminue de 757 K€. La perte due au passage sur support exclusivement communautaire de la direction de l'informatique représente à elle seule 745 K€. L'épargne nette (après remboursement du capital de la dette, hors dépenses d'ordre) est négative à 1,037 K€ en diminution de 655 K€. Les ressources propres de section d'investissement (FCTVA – cession...) permettent de couvrir l'équilibre réglementaire au stade du BP. En CA, l'épargne nette sera positive.

La capacité de désendettement, au stade du budget primitif est de 13 ans contre 12 ans l'année précédente. Au stade du CA 2017, la capacité de désendettement devrait se situer autour de 8 ans.

En cours de dette :

Dette	BP 2016	BP 2017	
encours 01/01 N	57 675 979	62 096 987	4 421 008 €
Emprunt	16 351 542	11 057 017	-5 294 525 €
Remboursement	6 002 000	6 000 000	-2 000 €
Solde N	10 349 542	5 057 017	-5 292 525 €
Dette N	68 025 521	67 154 004	-871 517 €

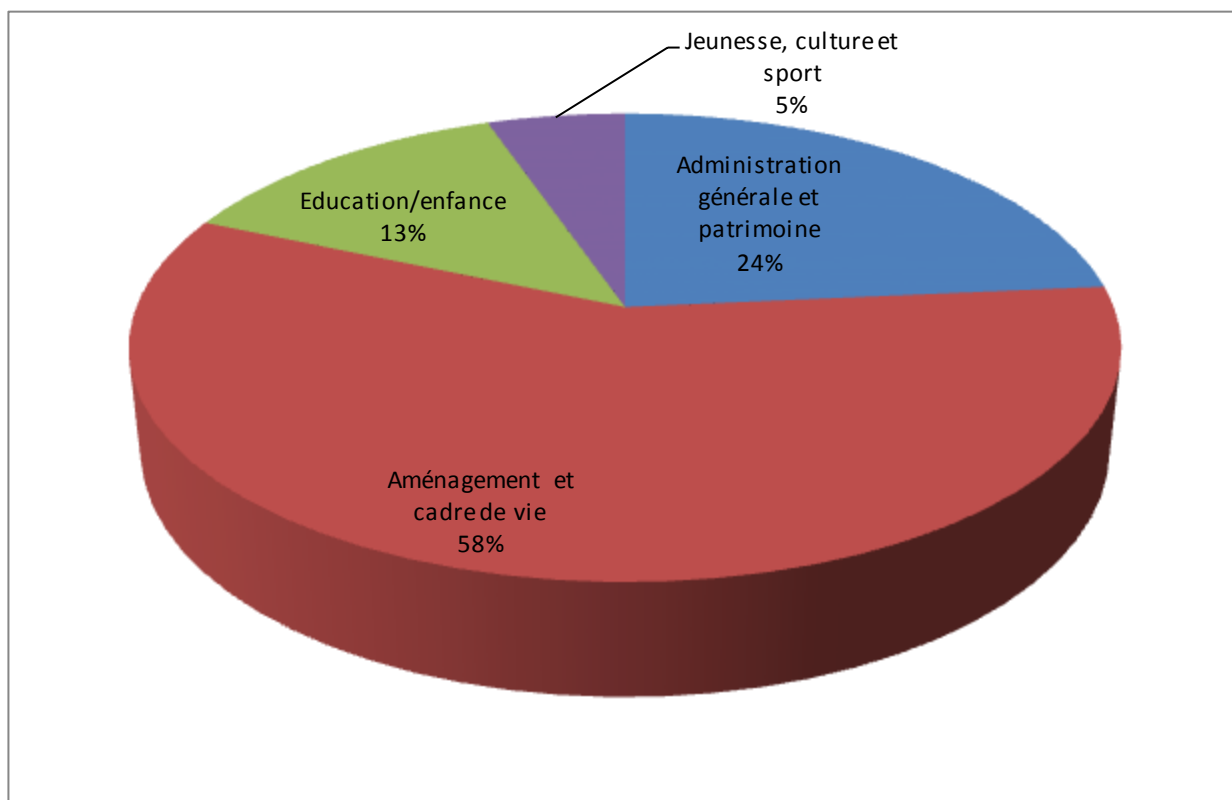
L'emprunt d'équilibre nécessaire à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à inscrire au budget primitif 2017 s'élève à 11 057 017 €.

D. L'investissement

1. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement réelles pour 2017 s'élèvent à 15,95 M€ contre 24,63 M€ en 2016. L'exercice 2017 est caractérisé par les travaux sur l'école Stang Ar Choat et sa livraison pour la rentrée 2017, le lancement opérationnel de certains projets de construction de bâtiments (salle des fêtes, salle associative, rénovation locaux ARPAQ, immeuble tertiaire de la providence..), les travaux de requalification du quartier de Locmaria, des aménagements en matière de voirie, du cadre de vie, le maintien d'une politique d'entretien de l'existant. La liste des divers investissements du budget principal se situe en fin de note.

Dépenses d'investissement par thématique



Investissements par nature (hors remboursement du capital de la dette)

Budget général	2014	2015	2016	2017	variation
dépenses investissement hors dette	33 984 050	27 264 677	24 637 907	15 952 800	-8 685 107 €
Immobilisations incorporelles	4 108 827	2 368 260	3 940 245	1 314 800	-2 625 445 €
Subventions d'équipement	2 128 500	955 649	764 700	1 855 000	1 090 300 €
Immobilisations corporelles	3 986 200	4 749 678	3 854 962	1 960 100	-1 894 862 €
Travaux en cours	23 587 000	19 159 884	15 928 000	10 670 900	-5 257 100 €
Autres immobilisations	73 523	1 206	-	2 000	2 000 €
Compte de tiers	100 000	30 000	150 000	150 000	0 €

Liste des investissements par type :

Détail de l'investissement du budget principal

		Proposition 2017
Administration générale et patrimoine	ACHAT MATERIEL COMMUNICATION	5 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX IMMEUBLES EN COPROPRIETE	5 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX DIVERS POUR COMPTE DE TIERS	50 000
Administration générale et patrimoine	MOBILIER ET MATERIEL ADMINISTRATIF	60 000
Administration générale et patrimoine	INFORMATIQUE (Fonds de concours)	1 000 000
Administration générale et patrimoine	ACQUISITION DE DEFIBRILLATEURS	25 000
Administration générale et patrimoine	INSERTION MARCHES PUBLICS	50 000
Administration générale et patrimoine	TRVX CHAUFFAGE & PLOMBERIE BAT.COMMUNAUX	275 000
Administration générale et patrimoine	DEMOLITIONS DIVERSES	120 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX BATIMENTS COMMUNAUX	115 000
Administration générale et patrimoine	RECHERCHE RADON ET AMIANTE DS BATIMENTS	190 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX DE PREVENTION	95 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX DE PROTECTION ET SECURITE	53 000
Administration générale et patrimoine	REFECTION TOITURES ET FACADES BATIMENTS	420 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX SUR ATELIERS MUNICIPAUX	55 000
Administration générale et patrimoine	MATERIEL CTM	70 000
Administration générale et patrimoine	ACQUISITION DE VEHICULES	590 000
Administration générale et patrimoine	REPARATIONS SUR VEHICULES	29 000
Administration générale et patrimoine	TRAVAUX HYGIENE DANS LOCAUX DE TRAVAIL	78 000
Administration générale et patrimoine	LOCAUX ADMINSTRATIFS PROVIDENCE	295 000
Administration générale et patrimoine	ETUDES POUR PROJETS BATIMENT	175 000
Administration générale et patrimoine	MOBILIER ET MATERIEL ARCHIVES	500
sous total administration générale		3 755 500
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL DES CIMETIERES	600
Aménagement, cadre de vie	EDIFICES CULTUELS	118 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX IMMEUBLES ASSOCIATIFS	120 000
Aménagement, cadre de vie	GROS TRAVAUX HALLES CENTRALES	52 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX HOTEL DE VILLE	120 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL MANIFESTATIONS PUBLIQUES	34 000
Aménagement, cadre de vie	CONSTR.MAISON ASSOCIATIONS ERGUE ARMEL	50 000
Aménagement, cadre de vie	CONSTRUCTION SALLE DES FETES KERFEUNTEUN	50 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX ACCESSIBILITE HANDICAPES VILLE	690 000
Aménagement, cadre de vie	CREATION CHEMINEMENTS PIETONNIERS	61 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENT ESPACES VERTS PARCS JARDINS	192 400
Aménagement, cadre de vie	MOBILIER URBAIN ESPACES VERTS	30 600
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX DIVERS DANS CIMETIERES	97 300
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX DE SECURITE DANS ESPACES VERTS	88 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX JARDINS FAMILIAUX	10 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL ESPACES VERTS	62 000
Aménagement, cadre de vie	ETUDES POUR PROJETS ESPACES VERTS	20 000
Aménagement, cadre de vie	RESTRUCTURATION DES SERRES	10 000
Aménagement, cadre de vie	AIRES DE JEUX ESPACES VERTS	22 000
Aménagement, cadre de vie	REAMENAGEMENT ZONES BOISEES	107 200
Aménagement, cadre de vie	PLAN DE JALONNEMENT	40 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENT STATIONNEMENT PAYANT	221 000

Aménagement, cadre de vie	PROGRAMME ECLAIRAGE PUBLIC	515 000
Aménagement, cadre de vie	RENFORCEMENT ECLAIRAGE PUBLIC	260 000
Aménagement, cadre de vie	PROGRAMME AGENDA 21 ECLAIRAGE	100 000
Aménagement, cadre de vie	ECLAIRAGE DE LA CATHEDRALE	40 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX SUR OUVRAGES D'ART	290 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX SUR OUVRAGES D'ART	24 000
Aménagement, cadre de vie	MOBILIER URBAIN	85 000
Aménagement, cadre de vie	AUTOMATISMES BORNES ESCAMOTABLES	55 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX RENFORCEMENT CHAUSSEES	1 510 000
Aménagement, cadre de vie	GROSSES REPARATIONS VOIRIE	160 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX VOIRIE EN ZONE RURALE	60 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL ECLAIRAGE PUBLIC	1 000
Aménagement, cadre de vie	ILLUMINATION DES RUES PENDANT FETES	158 000
Aménagement, cadre de vie	MISE EN SECURITE ECLAIRAGE PUBLIC	2 500
Aménagement, cadre de vie	SIGNALISATION LUMINEUSE	100 000
Aménagement, cadre de vie	PAVAGE CENTRE HISTORIQUE	200 000
Aménagement, cadre de vie	CONSOLIDATION DIGUES	45 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL POUR ENTRETIEN DES VOIES	57 600
Aménagement, cadre de vie	ETUDES ET SONDAGES VOIRIE	100 000
Aménagement, cadre de vie	ETUDES ET SONDAGES VOIRIE	140 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL D'URBANISME	2 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENTS POUR HANDICAPES	90 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX ACCOMPAGNEMENT PERMIS CONSTRUIRE	210 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENT ZONES 30 SECURITE ROUTIERE	70 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES	50 000
Aménagement, cadre de vie	CARREFOUR BROSOLETTA/LIBERATION	100 000
Aménagement, cadre de vie	OPERATION OPAC TY BOS/KERADENNEC	150 000
Aménagement, cadre de vie	ACCPT OPERATION ROUTE DE BREST	150 000
Aménagement, cadre de vie	ACCOMPAGNEMENT PC OPAC RUE BOROSI	135 000
Aménagement, cadre de vie	ACCPGT PC PIERREVAL / STANG VIHAN	190 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL EQUIPEMENT ATELIER PROPRETE	16 000
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX RESEAUX INCENDIE	40 000
Aménagement, cadre de vie	MATERIEL D'HYGIENE	1 500
Aménagement, cadre de vie	TRAVAUX D'OFFICE / OPAH-RU	100 000
Aménagement, cadre de vie	PROGRAMME RALENTISSEMENT DYNAMIQUE	316 800
Aménagement, cadre de vie	ACQUISITION DE TERRAINS VOIRIE	30 000
Aménagement, cadre de vie	FRAIS D'ETUDES PROJETS URBANISME	38 000
Aménagement, cadre de vie	RESERVE FONCIERE	85 000
Aménagement, cadre de vie	ACQUISITION DE BATIMENTS	70 000
Aménagement, cadre de vie	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX ORGANISMES P	120 000
Aménagement, cadre de vie	REAMENAGEMENT DU FRUGY	190 000
Aménagement, cadre de vie	AMENAGEMENT SECTEUR DE LOCMARIA	609 000
Aménagement, cadre de vie	RESTRUCTURATION CENTRE COMMERCIAL KERMOYSAN	380 000
sous total aménagement cadre de vie		9 242 500
Education/Enfance	PAVOISEMENT DES ECOLES	25 000
Education/Enfance	HYGIENE & SECURITE BATIMENTS COMMUNAUX	34 000
Education/Enfance	TRAVAUX COURANTS DANS LES ECOLES	610 000
Education/Enfance	GROS TRAVAUX SUR CRECHES	58 000
Education/Enfance	TRAVAUX DE SECURITE ECOLES DU 1ER DEGRE	178 000
Education/Enfance	TRAVAUX CENTRES AERES	29 000
Education/Enfance	RESTRUCTURATION ECOLE STANG AR CHOAT	860 000
Education/Enfance	CREATION AIRES DE JEUX DANS LES ECOLES	62 000

Education/Enfance	TRAVAUX ESPACES VERTS / CRECHES	25 500
Education/Enfance	MOBILIER ET MATERIEL ECOLES	48 800
Education/Enfance	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLES PRIMAIRES	45 000
Education/Enfance	MATERIEL ET MOBILIER GARDERIES	12 500
Education/Enfance	MOBILIER ET MATERIEL CENTRES AERES	18 000
Education/Enfance	MOBILIER ET MATERIEL POUR LES CANTINES	30 000
Education/Enfance	MATERIEL POUR CRECHES & HALTES GARDERIE	30 000
Education/Enfance	SUBVENTION EQUIPEMENT VERSEES AUX ORGANISMES PRIV	40 000
sous total éducation enfance		2 105 800
Jeunesse, culture, Sport	GROS TRAVAUX BATIMENTS SPORTIFS	170 000
Jeunesse, culture, Sport	TRAVAUX POUR L'ECOLE DE MUSIQUE	44 000
Jeunesse, culture, Sport	TRAVAUX THEATRE MAX JACOB	20 000
Jeunesse, culture, Sport	TRAVAUX MUSEE DES BEAUX-ARTS	78 000
Jeunesse, culture, Sport	TRAVAUX MAISONS DE QUARTIERS	45 000
Jeunesse, culture, Sport	GROS TRAVAUX SUR STADES MUNICIPAUX	127 000
Jeunesse, culture, Sport	EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE	50 000
Jeunesse, culture, Sport	MATERIEL SPORTIF ECOLES	20 000
Jeunesse, culture, Sport	MATERIEL ET OUTILLAGE SPORTS	50 000
Jeunesse, culture, Sport	COMPLEXE SPORTIF DE CREACH GWEN	20 000
Jeunesse, culture, Sport	TERRAIN FOOTBALL SYNTHETIQUE J.BRELIVET	50 000
Jeunesse, culture, Sport	TRAVAUX THEATRE MAX JACOB	42 000
Jeunesse, culture, Sport	RESTAURATION PATRIMOINE ETHNOGRAPHIQUE	8 000
Jeunesse, culture, Sport	MATERIEL ECOLE DE MUSIQUE	10 000
Jeunesse, culture, Sport	ACHATS INSTRUMENTS DE MUSIQUE	40 000
Jeunesse, culture, Sport	RESTAURATION D'OEUVRES D'ART AU MUSEE	32 000
Jeunesse, culture, Sport	MOBILIER ET MATERIEL MUSEE	8 000
Jeunesse, culture, Sport	ACQUISITION D'OEUVRES D'ART	30 000
Jeunesse, culture, Sport	DOCUMENTS ANCIENS RARES OU PRECIEUX	3 000
sous total jeunesse, culture, sport		847 000
Total		15 950 800

3 - Financement des investissements (après remboursement du capital de la dette)

Budget général	2015	2016	2017	Variation
Recettes investissement	26 250 528	25 020 520	16 990 517	-8 030 003 €
Fonds et dotations	4 300 000	3 830 000	2 400 000	-1 430 000 €
<i>FCTVA</i>	<i>3 500 000</i>	<i>3 600 000</i>	<i>2 100 000</i>	<i>-1 500 000 €</i>
<i>TLE</i>	<i>800 000</i>	<i>230 000</i>	<i>300 000</i>	<i>70 000 €</i>
Subventions	2 856 022	2 887 478	2 372 000	-515 478 €
<i>Subventions</i>	<i>2 056 022</i>	<i>2 087 478</i>	<i>1 572 000</i>	<i>-515 478 €</i>
<i>amendes de police</i>	<i>800 000</i>	<i>800 000</i>	<i>800 000</i>	<i>0 €</i>
Emprunts	17 103 006	16 351 542	11 057 017	-5 294 525 €
Autres	16 500	16 500	11 500	-5 000 €
Produits des cessions	1 875 000	1 785 000	1 000 000	-785 000 €
comptes de tiers	100 000	150 000	150 000	0 €

Le FCTVA est prévu pour 2,4 M€ (récupération sur les dépenses de l'exercice précédent). Le produit de la taxe d'aménagement est en augmentation de 70 K€.

Les subventions prévues proviennent pour une part de Quimper Communauté (fonds de concours informatique au titre des investissements 2016), de subventions liées au projet d'investissement même si ces subventions sont en repli. Le produit des amendes de police est inscrit à hauteur de 800 K€.

Les cessions sont prévues pour 1 M€ avec notamment :

- Cession Kersaliou 500 K€
- Rue des réguaires, ex-mairie annexe de Kerfeunteun, Kervalguen, etc : 500 K€.

Au stade du budget primitif, l'emprunt finance 65 % des dépenses d'investissement pour un montant de 11,05 M€.

IV. Budgets annexes

A- Budget annexe des zones d'habitat

Zone d'habitat	2015	2016	2017	Évolution
Vente	127 000	403 000	1 086 000	683 000
Fiscalité	-	-	-	0
autres recettes	-	52 000	-	-52 000
Total recettes Fonctionnement	127 000	455 000	1 086 000	631 000
	-	-	-	0
Charges générales	2 816 000	2 742 000	1 466 000	-1 276 000
Personnel	-	-	-	0
autres charges	1 000	-	-	0
Total Dépenses Fonctionnement	2 817 000	2 742 000	1 466 000	-1 276 000
				0
Autofinancement	- 2 690 000	- 2 287 000	- 380 000	1 907 000
autres recettes	-	-	-	0
Excédent reporté				0
Total recettes d'investissement	- 2 690 000	- 2 287 000	- 380 000	1 907 000
				0
Fonds de concours				0
Autres investissements				0
Déficit reporté				0
Total investissement	-	-	-	0
Solde Investissement	- 2 690 000	- 2 287 000	- 380 000	1 907 000
Recours à l'emprunt	2 690 000	2 287 000	380 000	-1 907 000

En dépenses :

Acquisition et travaux : Linéostic, poursuite des travaux de viabilisation de la 1^{ère} tranche 120 K€, Kervouyec 561 K€ (dont city stade) ; Kernoter, 680 K€.

En recettes :

Cessions : Linéostic 1,08 M€.

B- Budget annexe des locations et camping municipal

Location et camping	2015	2016	2017	Évolution
Recettes commerciales	556 860	505 506	507 991	2 485
Fiscalité	-	-	-	0
autres recettes	5 000	45 000	46 000	1 000
Total recettes Fonctionnement	561 860	550 506	553 991	3 485
	-	-	-	0
Charges générales	333 360	250 660	468 853	218 193
Personnel	-	-	-	0
autres charges	10 000	5 000	5 000	0
Total Dépenses Fonctionnement	343 360	255 660	473 853	218 193
				0
Autofinancement	218 500	294 846	80 138	-214 708
autres recettes	23 000	23 000	523 000	500 000
Excédent reporté				0
Total recettes d'investissement	241 500	317 846	603 138	285 292
				0
Fonds de concours				0
Autres investissements	241 500	312 846	250 000	-62 846
Déficit reporté				0
Total investissement	241 500	312 846	250 000	-62 846
				0
				0
Solde Investissement	-	5 000	353 138	348 138
Recours à l'emprunt	-	- 5 000		5 000

En fonctionnement, les recettes sont stables, les crédits en dépenses ayant été revus sur le remboursement des frais au budget principal.

En investissement, le fait majeur est la cession du bâtiment ex-Henriot donnant sur la rue Haute et la rue du 19 Mars 1962 dans le cadre du réaménagement du quartier de Locmaria. 100 K€ de travaux sont prévus au théâtre de Cornouaille et une ligne de 15 K€ pour le camping municipal. Les autres crédits d'investissement sont consacrés à l'entretien récurrent du patrimoine.

C- Budget annexe des parkings

Parkings en ouvrage	2015	2016	2017	Évolution
Recettes commerciales				
Fiscalité	880 000	1 025 000	865 000	-160 000
Subventions	-	-	-	0
autres recettes	3 000	3 000	3 000	0
Total recettes Fonctionnement	883 000	1 028 000	868 000	-160 000
	-	-	-	0
Charges générales	822 686	883 000	698 000	-185 000
Personnel	-	-	-	0
autres charges	4 000	3 000	3 000	0
Total Dépenses Fonctionnement	826 686	886 000	701 000	-185 000
				0
Autofinancement	56 314	142 000	167 000	25 000
autres recettes	-	-	-	0
Excédent reporté				0
Total recettes d'investissement	56 314	142 000	167 000	25 000
				0
Fonds de concours				0
Autres investissements	52 000	142 000	167 000	25 000
Déficit reporté				0
Total investissement	52 000	142 000	167 000	25 000

En recettes de fonctionnement, les inscriptions ont été réajustées après une erreur de saisie en 2016. Elles retrouvent les niveaux de 2015. En dépenses de fonctionnement, les frais remboursés au budget principal ont été revus à la baisse.

Les dépenses d'investissements comprennent notamment des études de maîtrise d'œuvre pour la modernisation du parking Théodore Le Hars.

D- Budget annexe des zones économiques

Ce budget sera clôturé en 2017 en lien avec la loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence en la matière étant intégralement communautaire depuis 1^{er} janvier 2017.

V. Rappel de l'équilibre

Les amortissements et les opérations d'ordre couverts, l'équilibre général du budget principal est réalisé en maintenant les taux de fiscalité au niveau de ceux de l'année 2016 et par un emprunt d'équilibre de 11 057 017 euros.

Fonctionnement									
dépenses					recettes				
	2016	2017		évolution		2016	2017		évolution
Charges générales	15 546 283	16 816 436	1 270 153	8,17%	réduc charges	559 920	576 060	16 140	2,88%
Masse salariale	31 480 583	31 422 565	-58 018	-0,18%	Produits services	5 646 849	5 526 073	-120 776	-2,14%
Concours et subv.	13 982 735	13 192 205	-790 530	-5,65%	Fiscalité	47 476 141	46 285 647	-1 190 494	-2,51%
Charges financières	1 850 000	1 750 000	-100 000	-5,41%	Dot. Et subv.	16 733 761	15 772 484	-961 277	-5,74%
Charges except.	382 000	382 000	256 000	67,02%	Produits domaine	483 848	467 225	-16 623	-3,44%
Reversements	2 071 031	214 500	-1 856 531	-89,64%	Produits financ.				
Dépenses imprévues	140 000	120 000	-20 000	-14,29%	Produits excep.	171 500	106 500	-65 000	-37,90%
					recettes d'ordre	982 486	1 078 277	95 791	9,75%
total	65 452 632	63 897 706	-1 554 926	-2,38%	total	72 054 505	69 812 266	-2 242 239	-3,11%
<i>virement SI / dépenses ordre</i>	<i>6 601 873</i>	<i>6 040 560</i>	<i>-561 313</i>	<i>-8,50%</i>					

Investissement									
dépenses					recettes				
	2016	2017		évolution		2016	2017		évolution
Dot. Et fonds divers					Dot. Et fonds divers	3 830 000	2 400 000	-1 430 000	-37,34%
Emprunt	6 002 000	6 002 000	0	0,00%	Autres	2 887 478	2 372 000	-515 478	-17,85%
subv. Equip.	764 700	1 855 000	1 090 300	142,58%	Immo. Corp.	2 000	2 000	0	0,00%
Immo. Incorp.	3 940 245	1 314 800	-2 625 445	-66,63%	Travaux en cours	10 000	5 000	-5 000	-50,00%
Immo. Corp.	3 854 962	1 960 100	-1 894 862	-49,15%	Autres immo. Finan.	4 500	4 500	0	0,00%
Travaux en cours	15 928 000	10 670 900	-5 257 100	-33,01%	op. tiers	150 000	150 000	0	0,00%
participations					Cession	1 785 000	1 000 000	-785 000	-43,98%
Autres immo. Finan.	-				<i>virement SF Rec. Ordre</i>	<i>6 601 873</i>	<i>6 040 560</i>	<i>-561 313</i>	<i>-8,50%</i>
op. tiers	150 000	150 000	0	0,00%				-	
<i>Dépenses d'ordre</i>	<i>982 486</i>	<i>1 078 277</i>	<i>95 791</i>	<i>9,75%</i>					
Total	31 622 393	23 031 077	-8 591 316	-27,17%	Total hors emprunt	15 270 851	11 974 060	-3 296 791	-21,59%
					Emprunt d'équilibre	16 351 542	11 057 017	-5 294 525	-32,38%
					Total avec Emprunt	31 622 393	23 031 077	-8 591 316	-27,17%

Le conseil municipal :

1 - après avoir délibéré (48 suffrages exprimés dont 14 voix pour et 34 voix contre), décide de rejeter les deux amendements présentés en séance par M. Dominique LAMBERT ;

2 – après avoir voté chapitre par chapitre (48 suffrages exprimés dont 34 voix pour et 14 voix contre), le conseil municipal adopte le budget primitif 2017.